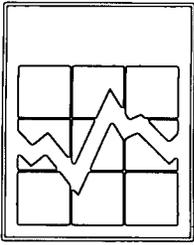


# LA CULTURE



E N P E R S P E C T I V E

87-004

Printemps 1991

Volume 3, No. 1

## L'édition du livre sous contrôle canadien: les deux groupes linguistiques

Michel Frève, Gestionnaire de l'enquête sur l'édition et la diffusion du livre.

Entre 1982-1983 et 1988-1989, les maisons d'édition sous contrôle canadien ont pris de l'expansion. Le nombre de celles ayant des revenus de plus de 50 000 \$ est passé de 207 à 273 et leurs ventes ont presque doublé, atteignant 670 millions \$ en 1988-1989. Même en tenant compte de l'inflation au cours de ces sept années, l'augmentation réelle des ventes atteint 44 %.

On se propose de voir ici ces éditeurs sous contrôle canadien d'après leur appartenance linguistique. Nous aurons donc deux groupes, un dont les ventes sont en majorité obtenues d'ouvrages de langue anglaise, (éditeurs de langue anglaise), l'autre, d'ouvrages de langue française (éditeurs de langue française). Dans ce qui suit, on mettra en perspective quelques caractéristiques de ces deux groupes et de leur évolution pendant la période de 1982-1983 à 1988-1989.

En 1982-1983 on dénombrait 126 maisons d'édition de langue anglaise sous contrôle canadien ayant des revenus de plus de 50 000 \$. Cette année-là, ils publiaient près de 2 300 ouvrages, la moitié de tous les ouvrages publiés au Canada. De leurs catalogues, plus de 18 000 de leurs propres ouvrages étaient disponibles. Le nombre d'ouvrages publiés annuellement a constamment augmenté: en 1988-1989, les 176 éditeurs de langue anglaise mettaient sur le marché 3 875 nouveaux ouvrages, 70 % de plus qu'en 1982-1983.

Quatre-vingt-quatorze pour cent des 81 éditeurs de langue française sous contrôle canadien étaient établis au Québec en 1982-1983. Six ans plus tard, le pourcentage a baissé à 90 %, 10 des 97 maisons de langue française étant domiciliés à l'extérieur du Québec. Tous ces éditeurs ont publié en moyenne, chaque année, 1 650 ouvrages. En 1988-1989, 1 815 ouvrages étaient lancés, une hausse de 50 % sur le nombre publié en 1982-1983. Ces 1 815 ouvrages représentent 24 % de la production de tous les éditeurs au Canada.

Avant de voir comment se débrouillent financièrement les éditeurs sous contrôle canadien, il faut savoir que les chiffres utilisés sont des moyennes où le poids des revenus des plus grandes entreprises, bien que moins nombreuses, atténue les résultats des petites et des moyennes maisons d'édition. Par exemple, nous savons que la rentabilité est très liée à la taille: en général, les petites entreprises sont moins rentables que les plus grandes. Comme ici, on veut voir comment se comportent les entreprises selon leur définition linguistique, il faut se rappeler, que sur toute la période de 1982-1983 à 1988-1989, la taille moyenne des entreprises de langue anglaise a été du double de celle des maisons de langue française.

Donc, de quelle façon se sont comportées les maisons d'édition sous contrôle canadien, selon leur langue, dans la quête de la rentabilité?

Suite p. 2

### Dans ce numéro:

|   |   |
|---|---|
| L'édition du livre sous contrôle canadien: les deux groupes linguistiques | 1 |
| Entrez dans la danse...   | 3 |
| Nouvelles données   | 4 |
| Les périodiques de langue française au Canada                             | 5 |
| Nouvelles publications  | 5 |
| Pleins feux sur les données   | 6 |

*La culture en perspective* (n° 87-004 au catalogue) ISSN 0843-7548 est une publication trimestrielle autorisée par le Ministre de l'Industrie, des sciences et de la technologie, © Ministre des Approvisionnements et services Canada 1990.

**Rédactrice:** Renée Langlois, (613) 951-1566

**Abonnements:** Canada: 6,25\$ l'exemplaire, 25\$ par année. États-Unis: 7,50\$ US l'exemplaire, 30\$ US par année. Autres pays: 8,75\$ US l'exemplaire, 35\$ US par année. Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada).

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du Ministre des Approvisionnements et services Canada.

1010064235



Statistics Canada Library Bibliothèque Statistique Canada



Statistique Canada

Statistics Canada



Canada

Au cours des sept dernières années, les ventes totales, au Canada et à l'étranger, ont plus que doublé. Les ventes des éditeurs de langue anglaise, de 264 millions \$ qu'elles étaient en 1982-1983, atteignent 534 millions \$ en 1988-1989. Près de 80 % de ces ventes provenait d'ouvrages qu'ils avaient eux-mêmes publiés. Les éditeurs de langue française voyaient, au cours de la même période, leurs ventes passer de 65 millions \$ à 147 million \$, environ 65 % de ces ventes provenant de leurs propres ouvrages. Mais cette augmentation des recettes de ventes s'est-elle traduite par une rentabilité accrue? L'injection de millions de dollars en aide gouvernementale et autre au cours de la période a-t-elle eu un effet bénéfique?

Les figures I et II illustrent la répartition des revenus des éditeurs selon leur langue. L'attribution différente des ressources financières est frappante. Chez les éditeurs de langue anglaise, les frais d'exploitation accaparent une part grandissante des revenus; chez ceux de langue française, ce sont les coûts liés aux ouvrages vendus qui prennent la plus grande partie des revenus et ce, de façon constante au cours de la période. Ceci reflète, en quelque sorte, les deux marchés: celui de langue anglaise, en concurrence avec les entreprises sous contrôle étranger et celui de langue française, limitée dans ses économies d'échelle pour des raisons démographiques. Les deux figures nous montrent aussi que la rentabilité du premier groupe est en décroissance alors que celle du second progresse.

Chez les entreprises de langue anglaise, le profit moyen, qui équivalait à 11 % de leurs revenus en 1982-1983, n'était plus que de cinq pour cent en 1988-1989. Pendant ce temps, la portion de leurs revenus attribuée aux coûts des ventes diminuait de près de 20 % alors que la part pour les frais d'exploitation croissait de 25 %. Une partie de cette augmentation des frais d'exploitation peut s'expliquer par la hausse, en 1984-1985 des dépenses en marketing. Celles-ci qui n'avaient pas dépassé auparavant sept pour cent des revenus, atteignaient alors 22 % avant de diminuer au cours des années subséquentes, s'établissant à 15 % en 1988-1989. Pendant ce temps, les autres frais d'exploitation affichaient une tendance à la hausse et venaient couper dans la marge de profit.

De leur côté, comme l'indique la figure II, les entreprises de langue française réduisent progressivement la part de leurs revenus attribuée aux coûts des ventes et aux frais d'exploitation. Le résultat est une augmentation des profits.

Figure I

**Éditeurs de langue anglaise, sous contrôle canadien: répartition des revenus, en pourcentage, 1982-1983 à 1988-1989**

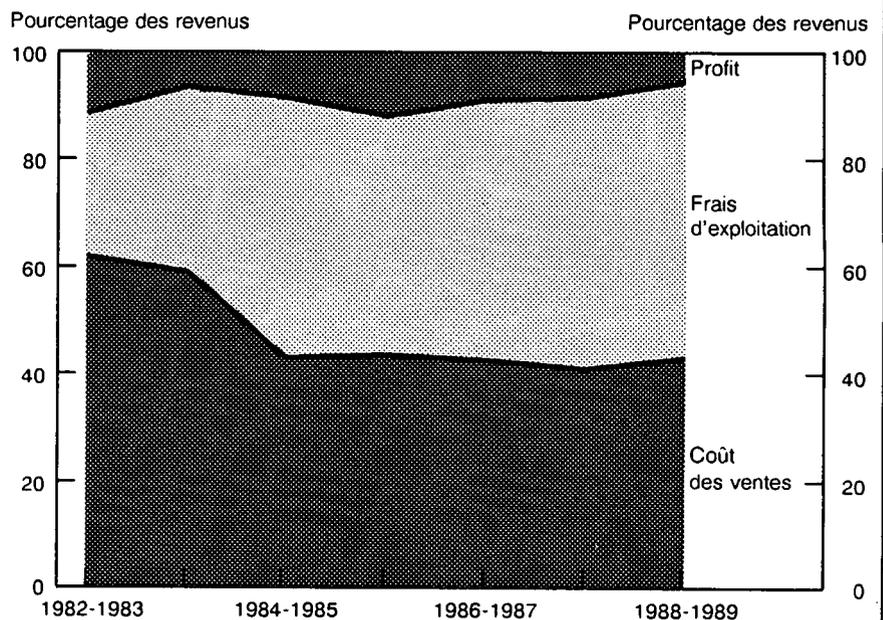
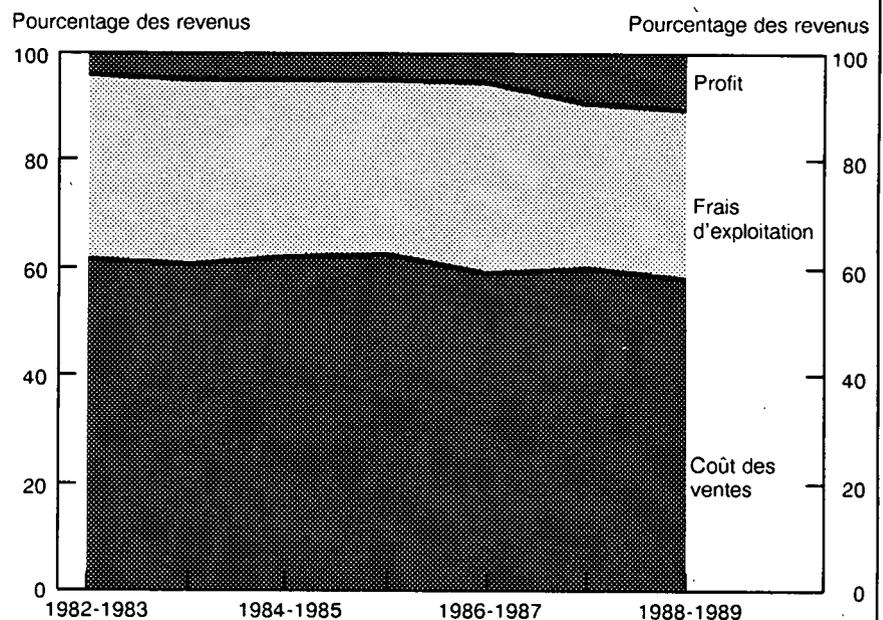


Figure II

**Éditeurs de langue française, sous contrôle canadien: répartition des revenus, en pourcentage, 1982-1983 à 1988-1989**



Autant les éditeurs de langue anglaise que ceux de langue française ont en moyenne, durant ces sept années, montré un profit. Ils ont aussi bénéficié de l'aide financière de divers paliers de gouvernement et d'organismes publics et privés, soit

pour soutenir l'exploitation ou pour permettre la réalisation de projets particuliers. Cette aide, pour les entreprises de langue anglaise, a compté pour un peu plus de deux

Suite p. 3

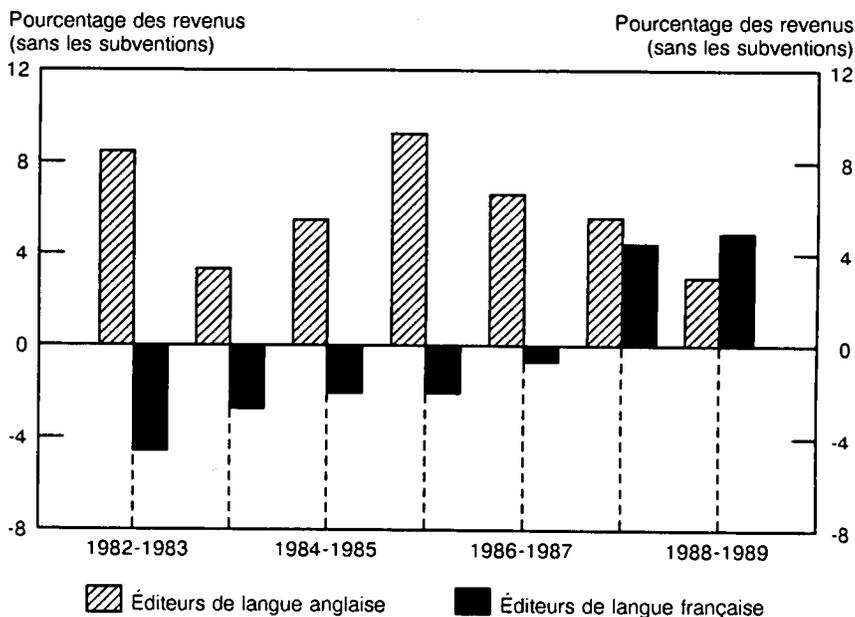
pour cent des revenus à chaque année. Pour les éditeurs de langue française, de huit pour cent quelle était en 1982-1983, cette assistance a diminué légèrement à chaque année pour s'établir à moins de six pour cent en 1988-1989.

Les maisons d'édition sous contrôle canadien auraient-elles toujours dégagé un profit sans ces subventions? Pour le savoir, un nouveau calcul, faisant abstraction de l'aide financière, a été fait des revenus et du profit. C'est ce qui donne la figure III.

Cette figure nous montre que même sans aide financière, les éditeurs de langue anglaise auraient dégagé un profit à chaque année. Cette figure nous montre clairement que les maisons d'édition de langue française, dans l'ensemble, auraient été déficitaires au cours de cinq des sept années n'eut été de l'aide extérieure. On note, cependant, qu'à chacune de ces années, elles progressaient vers la rentabilité.

L'étude que nous venons de faire n'est que partielle car l'industrie de l'édition du livre, malgré son nombre limité de participants, peut être vue sous plusieurs angles, outre la langue, chacun ayant ses caractéristiques. On n'a pas, par exemple, regardé les effets particuliers de la taille ou de la spécialisation sur la production de

Figure III  
Rentabilité sans les subventions, éditeurs sous contrôle canadien, 1982-1983 à 1988-1989



nouveaux ouvrages, sur les revenus ou la rentabilité. D'autres indicateurs, tels les ratios financiers, auraient pu compléter l'esquisse de la situation économique des maisons d'édition.

Mais nous ne voulions dans cet article que dégager les traits généraux de l'industrie de l'édition du livre sous contrôle canadien, la regarder «en moyenne». □

## Entrez dans la danse...

par Mary Cromie, Gestionnaire du projet sur les arts d'interprétation

Lorsque nous voyons un ballet aux costumes et à la mise en scène fantastiques ou que nous assistons à un spectacle de danse moderne tout à fait étonnant, c'est en grande partie grâce à notre soutien - direct et indirect - que le spectacle est présenté. Non seulement les billets que nous achetons mais aussi les impôts et les taxes à la consommation que nous payons font qu'il est possible que cet art d'interprétation, l'un des plus exigeants physiquement et des plus gracieux qui soit, puisse nous rejoindre.

Chaque année, l'enquête sur les arts d'interprétation dresse l'inventaire des finances, des représentations et des spectateurs pour les compagnies professionnelles à but non lucratif de théâtre, de musique, de danse et d'opéra. Même si les données de 1988-1989 sont maintenant disponibles, au moment d'écrire ces lignes les données les plus récentes étaient celles pour les compagnies dont l'exercice financier s'est terminé entre le 1<sup>er</sup> septembre 1987 et le 31 août 1988. Cette année-là, 369

compagnies ont répondu, soit 220 compagnies de théâtre, 88 de musique, 48 de danse et 13 d'opéra. Ce sont sur les 48 compagnies de danse que porte le présent article.

On trouvera également dans l'article une comparaison avec certaines données des années précédentes (1982, 1984 et 1986, années où 24, 32 et 46 compagnies de danse respectivement ont répondu).

Suite p. 4

TABLEAU 1

Financement public des compagnies de danse, total et moyenne par compagnie, selon la taille de la compagnie (en dollars constants de 1988)

| Taille                | Total \$     |              |               |              |
|-----------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
|                       | 1982         | 1984         | 1986          | 1988         |
| Petite                |              |              |               |              |
| Moyenne par compagnie | 48,429(9) *  | 43,337(14)   | 47,372(20)    | 54,194(19)   |
| Moyenne               |              |              |               |              |
| Moyenne par compagnie | 295,393(11)  | 309,974(10)  | 238,872(16)   | 241,202(19)  |
| Grande                |              |              |               |              |
| Moyenne par compagnie | 1,782,120(4) | 1,327,804(7) | 1,163,562(10) | 1,453,525(9) |
| Total                 |              |              |               |              |
| Moyenne par compagnie | 450,569(24)  | 419,390(31)  | 356,631(46)   | 397,750(47)  |

\* nombre de compagnies déclarant des subventions gouvernementales.

Trois sources principales de financement existent pour les compagnies d'art d'interprétation : les recettes gagnées (provenant surtout de la vente de billets), les subventions des administrations publiques et les dons du secteur privé (entreprises et particuliers). Depuis 1982 au moins, les recettes gagnées de toute source se sont élevées à 43 %, ou moins, des recettes totales réalisées par les compagnies de danse. Durant la même période, ces recettes atteignent en moyenne 50 %, ou plus, pour les autres arts d'interprétation.

Au cours de la période de sept ans à l'étude, on observe une hausse sensible du pourcentage de spectateurs aux représentations de danse qui ont acheté un abonnement plutôt que des billets uniques. Les billets vendus par abonnement, en pourcentage de l'ensemble des billets vendus, sont passés de moins de 10 % en 1982 à un peu plus de 35 % en 1988. Durant la même période, les autres disciplines, qui avaient déjà un important pourcentage de billets vendus par abonnement, ont simplement tenté de conserver les abonnements qui sont une part importante de leurs recettes gagnées.

Une fois les dollars convertis en leur équivalent de 1988, la part du financement des administrations publiques aux recettes augmente considérablement au cours de la période de 7 ans, passant de 10.8 millions \$ à 18.7 millions \$. Tant en 1984 qu'en 1986, les subventions publiques dépassent en fait le montant total des recettes gagnées par les compagnies de danse, ce qui fait ressortir l'importance de ces subventions dans la réduction de l'écart qui sépare les recettes gagnées et les dépenses des compagnies. Elle sont beaucoup plus élevées pour les compagnies de danse que pour les trois autres disciplines mises ensemble.

Le soutien financier en dollars des compagnies canadiennes d'arts d'interprétation augmente constamment, tout comme le nombre de compagnies recevant des subventions des administrations publiques. En conséquence, comme on peut le voir au tableau 1 (page 3), le soutien financier moyen en dollars

par compagnie de danse diminue de façon générale durant une bonne partie des années 80. En 1988, cette tendance à la baisse est toutefois renversée. L'évolution n'est pas la même selon la taille des compagnies de danse. Ainsi, dans le cas des compagnies de moyenne et de grande taille (celles dont les recettes totales sont comprises entre 200,000 \$ et 800,000 \$ et celles dont les recettes totales sont supérieures à 800,000 \$ respectivement), le niveau de subventions par compagnie fluctue au cours des années 80, les compagnies déclarant en 1988 un niveau inférieur de 18 % à celui de 1982. Par contre, dans le cas des petites compagnies de danse (celles dont les recettes annuelles sont inférieures à 200,000 \$), les subventions moyennes, malgré une baisse en 1984, retrouvent leur niveau en 1986 et enregistrent une hausse de 12 % en 1988 par rapport à 1982.

Les dons des entreprises et des particuliers sont le lien essentiel entre les recettes gagnées et celles provenant des administrations publiques. Ils représentent environ 15 % des recettes des compagnies de danse. Si les sommes obtenues par cette source doublent au cours de la décennie, passant de 3.8 millions \$ en 1982 (dollars constants de 1988) à 7.3 millions \$ en 1988, le nombre de compagnies déclarant recevoir de l'aide de ce secteur double lui aussi. Il en résulte que même si les rentrées moyennes par compagnie qui proviennent du secteur privé sont supérieures en 1988 à celles enregistrées en 1982, (en dollars constants), l'augmentation ne s'élève qu'à 3 %; en outre, ces rentrées, entre ces deux années, ont atteint des niveaux considérablement inférieurs. Une étude plus approfondie de la ventilation selon la taille de la compagnie (tableau 2) démontre que les valeurs moyennes des compagnies en 1988 sont en fait inférieures à celles de 1982 pour chacun des groupes.

Bien que les recettes totales de l'ensemble des compagnies progressent tout au long des années 80, avant 1988 les recettes moyennes gagnées et non gagnées de toute

Suite p. 5

TABLEAU 2

Moyenne du financement privé par compagnie de danse, selon la taille de la compagnie

| Taille  | 1982                           | 1984    | 1986    | 1988    |
|---------|--------------------------------|---------|---------|---------|
|         | (en dollars constants de 1988) |         |         |         |
| Petite  | 15,703                         | 17,343  | 13,683  | 14,976  |
| Moyenne | 55,098                         | 31,427  | 48,298  | 39,651  |
| Grande  | 759,230                        | 432,104 | 432,501 | 705,322 |
| Total   | 157,680                        | 112,474 | 125,764 | 162,915 |

## Nouvelles données

L'enregistrement sonore: 1989-1990

Les établissements du patrimoine: 1988-1989

Les arts d'interprétation: 1988-1989

## Dernières données disponibles

L'enregistrement sonore: 1989-1990

L'édition du périodique: 1988-1989

Journaux: 1989

Production cinématographique et vidéo: 1988-1989

Distribution cinématographique et vidéo: 1988-1989

Laboratoires de films et services de post-production: 1988-1989

Cinémas: 1988-1989

Les bibliothèques publiques au Canada: 1988-1989

Dépenses publiques au titre de la culture: 1988-1989

Les établissements du patrimoine: 1988-1989

La radio et la télévision: 1989

Les arts d'interprétation: 1988-1989

L'édition du livre: 1988-1989

## Publications à paraître

|  | Prix au Canada |
|--|----------------|
| 87-202 L'enregistrement sonore, 1988-1989                                  | 22 \$          |
| 87-204 Le film et la vidéo au Canada, 1988-1989                            | 22 \$          |
| 87-208 L'écoute de la télévision au Canada, 1989                           | 26 \$          |
| 87-001 Vol. 14, No. 2 Dépenses publiques au titre de la culture, 1988-1989 | 4,90 \$        |
| 87-001 Vol. 14, No. 3 Les arts d'interprétation, 1988                      | 4,90 \$        |

source, au niveau de la compagnie individuelle, enregistrent une brusque diminution. Mais, parallèlement à la baisse des recettes, on observe une diminution des dépenses moyennes des compagnies. En fait, l'équilibre entre les revenus et les dépenses s'est sans cesse amélioré au cours de la période. On peut le constater dans le déficit total déclaré par les compagnies de danse, qui a atteint un sommet de 1.4 million \$ en 1982, s'est établi à 1.1 million \$ en 1984 et a chuté à 743,000 \$ en 1986. En 1988 les

compagnies de danse inscrivent un excédent total de 40,800 \$.

Le public participe effectivement à la danse : l'achat de billets est la forme de soutien la plus directe. Toutefois, les subventions publiques, faites à partir des impôts retenus, et le soutien des entreprises, rendu possible par les dépenses des consommateurs, contribuent aussi indirectement aux rentrées de revenu de chacune des compagnies d'art d'interprétation. □

## Nouvelles publications

|  | Prix au Canada |
|--|----------------|
| 87-203 L'édition du périodique, 1988-1989  | 17 \$          |
| 87-205 Les bibliothèques publiques au Canada, 1988-1989                            | 30 \$          |
| 87-001 Vol. 14, No. 1 La spécialisation: Une caractéristique de l'édition du livre | 4,90 \$        |

## Les périodiques de langue française au Canada

par Fidelis Ifedi, Gestionnaire du projet sur les journaux et les périodiques

Le français et l'anglais sont les principales langues de rédaction des périodiques canadiens. Cet article compare les périodiques de langue française à ceux publiés en anglais, dans les deux langues et dans d'autres langues.

Les statistiques établies à partir des données de l'enquête sur les périodiques indiquent que plus de la moitié des 1,534 périodiques produits par des éditeurs canadiens lors de l'exercice financier 1988-1989 sont publiés en anglais, que 22 % le sont en français et que 16 % sont bilingues (français et anglais). Les 47 publications produites dans une langue autre que le français ou l'anglais expliquent le 3 % restant.

Même si l'anglais demeure la langue dominante de l'édition canadienne de périodiques, ce sont les périodiques de langue française et les périodiques bilingues qui enregistrent la plus importante hausse depuis 1985-1986. Entre 1985-1986 et 1988-1989, le nombre de périodiques de langue française publiés au Canada augmente de 26 % pour atteindre 339 et celui des périodiques bilingues affiche une progression considérable de 87 %, pour s'établir à 247. Au cours de cette période, le nombre de périodiques de langue anglaise augmente modestement de 3 %, pour atteindre 901.

La plupart des périodiques de langue française sont publiés au Québec.

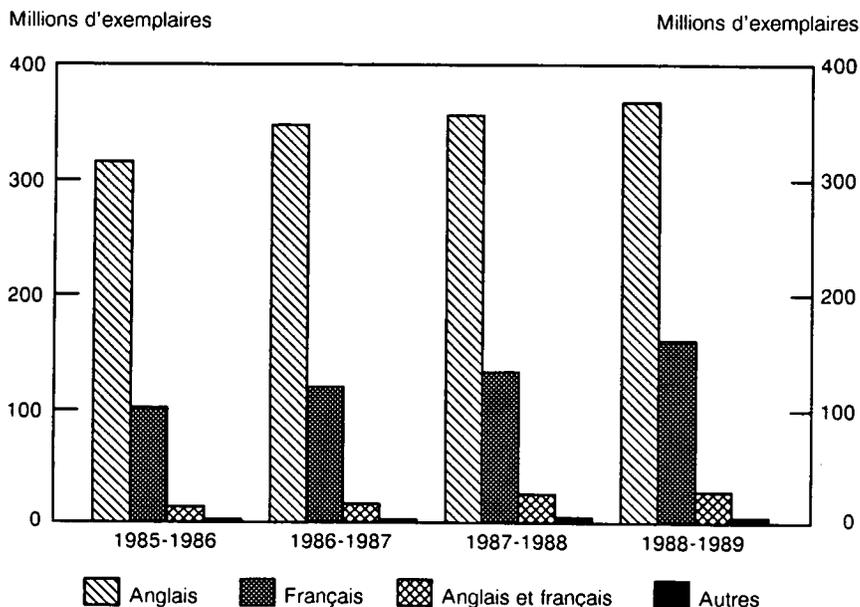
Sur 339 périodiques publiés en 1988-1989, 91 % sont produits au Québec, 7 % en Ontario et 2 % dans les autres provinces. Les éditeurs de l'Ontario produisent près de 62 % des périodiques en anglais publiés au Canada. Le Québec en produit 6 % et les autres provinces 32 %.

### Augmentation du tirage des périodiques de langue française

Le tirage des périodiques de langue française est en croissance. En 1985-1986, 99 millions d'exemplaires de périodiques de langue française sont tirés. En 1988-1989, le tirage annuel de périodiques de langue française atteint 158 millions d'exemplaires, soit une hausse de près de 60 % par rapport à 1985-1986. Cette augmentation se compare à une progression de 30 % pour l'ensemble des périodiques et de moins de 17 % (soit 367 millions d'exemplaires) pour les périodiques de langue anglaise. Le tirage des publications bilingues fait un bond étonnant : il double au cours de la même période pour atteindre 28 millions d'exemplaires par an (figure IV).

Figure IV

### Tirage annuel des périodiques selon la langue de publication, 1985-1986 à 1988-1989



En 1988-1989, le tirage de périodiques de langue française par francophone est de 24 exemplaires par an, soit une hausse par rapport à 1985-1986 (16 exemplaires). Le tirage de périodiques de langue anglaise par anglophone s'élève quant à lui à 22 exemplaires, ce qui constitue également une augmentation par rapport à 1985-1986 (20 exemplaires). Dans l'ensemble, le tirage par habitant pour tous les périodiques publiés au Canada en 1988-1989 est de 21 exemplaires, soit une progression comparativement aux 18 exemplaires de 1985-1986.

### Destination des périodiques de langue française

Le tirage annuel des périodiques de langue française selon la destination indique qu'en 1988-1989 près de 85 % des périodiques (135 millions

Suite p. 6

Tableau 3

## Profil du périodique canadien selon la langue du périodique, 1988-1989

|  |         | Anglais     | Français    | Anglais et français | Autres    | Total       |
|--|---------|-------------|-------------|---------------------|-----------|-------------|
| Tirage annuel total  | Nombre  | 366,840,260 | 158,393,108 | 28,081,965          | 4,440,165 | 557,755,498 |
| Bénéfices avant impôts en pourcentage des recettes totales | %       | 4           | 7           | 1                   | -1        | 4           |
| Coût par exemplaire  | Dollars | 1,57        | 1,06        | 2,20                | 1,81      | 1,46        |
| Prix moyen du numéro                                       | Dollars | 3,64        | 3,78        | 7,58                | 3,20      | 4,34        |
| Prix moyen de l'abonnement                                 | Dollars | 21,26       | 17,97       | 30,51               | 21,48     | 22,18       |
| Tarif moyen de publicité:                                  |         |             |             |                     |           |             |
| Noir/blanc   | Dollars | 1 786       | 1 427       | 1 129               | 613       | 1 592       |
| Couleurs   | Dollars | 2 935       | 2 266       | 2 274               | 1 347     | 2 691       |

d'exemplaires) sont diffusés au Québec. Le tirage de périodiques français dans l'une ou l'autre des autres provinces est inférieur à 2 % du total. Le Canada exporte annuellement plus de 3 millions d'exemplaires de périodiques français dans le reste du monde, soit 2 % du tirage total.

À titre de comparaison, le Canada exporte près de 5 % (18 millions d'exemplaires) de l'ensemble des périodiques de langue anglaise en 1988-1989, la plupart (plus de 14 millions d'exemplaires) à destination des États-Unis. Un peu moins de la moitié des 367 millions d'exemplaires de l'ensemble des périodiques de langue anglaise est distribuée en Ontario. Le reste est réparti ainsi : 16 % en Colombie-Britannique, 10 % en Alberta, 6 % au Québec, et 17 % dans les autres provinces mises ensemble.

### Les périodiques de langue française sont en bonne santé financière

Les périodiques de langue française semblent être dans une meilleure posture financière pour faire face à certaines des difficultés que le secteur des périodiques doit actuellement surmonter, comme le coût de distribution par la poste qui augmente ainsi que le libre échange et la taxe sur les produits et services qui ont une influence sur les lecteurs. Depuis l'exercice financier 1985-1986, les périodiques de langue française ont constamment obtenu un taux de profits avant impôts supérieur aux publications anglaises ou bilingues. Les profits avant impôts pour les publications françaises, en pourcentage des recettes totales, s'élèvent à 5 % en 1985-1986 comparativement à 4 % pour les publications de langue anglaise. Les profits pour les périodiques de langue française ont atteint un sommet durant l'exercice financier 1987-1988

(8 %), soit un pourcentage bien au-dessus de la moyenne du secteur qui est de 5 %. En 1988-1989, les bénéfices avant impôts pour les périodiques de langue française diminuent d'un point pour atteindre 7 %, soit un pourcentage toujours supérieur au 4 % déclaré pour les publications anglaises.

Dans le cas des publications bilingues, les profits avant impôts sont négligeables. Leur coût de production à l'unité, 2,20 \$ l'exemplaire en 1988-1989, est considérablement supérieur à la moyenne du secteur qui est de 1,46 \$ l'exemplaire (tableau 3). Le coût de production à l'unité des périodiques français est l'un des plus faibles à 1,06 \$ l'exemplaire. De plus, le prix du numéro, les frais d'abonnement et les tarifs de publicité des périodiques de langue française sont, de façon générale, inférieurs à la moyenne du secteur. Cette situation explique sans doute une bonne partie de la hausse du tirage des périodiques de langue française au cours des quatre dernières années (1985-1986 à 1988-1989). □

## Publications toujours disponibles

|   | Prix au Canada |
|---|----------------|
| 87-202 L'enregistrement sonore, 1987-1988   | 21 \$          |
| 87-204 Le film et la vidéo au Canada, 1987-1988                                   | 21 \$          |
| 87-206 Dépenses publiques au titre de la culture, 1988-1989                       | 17 \$          |
| 87-207 Les établissements du patrimoine, 1987-1988                                | 30 \$          |
| 87-208 L'écoute de la télévision au Canada, 1988                                  | 25 \$          |
| 87-209 Les arts d'interprétation, 1988  | 30 \$          |
| 87-210 L'édition du livre, 1988-1989  | 17 \$          |
| 87-517 Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1982-1983 à 1986-1987 | 35 \$          |

## Pleins feux sur les données

Dépenses des administrations publiques, par habitant, au titre de la culture, 1987-1988 196 \$

### Recettes totales rapportées:

|   |                   |
|---|-------------------|
| Production cinématographique et vidéo, 1988-1989                | 624 millions \$   |
| Distribution cinématographique et vidéo, 1988-1989              | 549 millions \$   |
| Grossistes de vidéocassettes pré-enregistrées, 1988-1989        | 269 millions \$   |
| Laboratoires de films et services de post-production, 1988-1989 | 224 millions \$   |
| Cinéma, 1988-1989   | 499 millions \$   |
| Compagnies d'enregistrement sonore, 1988-1989                   | 560 millions \$   |
| Éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres, 1988-1989           | 1,375 millions \$ |
| Éditeurs de périodiques, 1988-1989                              | 867 millions \$   |
| Radio-diffuseurs, 1989  | 2,046 millions \$ |
| Télédistribution, 1989  | 1,154 millions \$ |

### Recettes d'exploitation rapportées

|  |                 |
|--|-----------------|
| Compagnies d'art d'interprétation, 1988-1989 | 318 millions \$ |
| Établissements du patrimoine, 1988-1989      | 880 millions \$ |
| Bibliothèques publiques, 1988-1989           | 570 millions \$ |